

# LA REGION, TERRITOIRE DE VIE, TERRITOIRE AMÉNAGÉ



À l'heure de la réforme territoriale en France (2016), les élections législatives en Catalogne ont permis la victoire du parti indépendantiste en 2015. Chez nous en Pays de la Loire, la réforme territoriale a fait l'objet de vifs débats. Ainsi l'on comprend que les citoyens en Europe sont très attachés à leur région.

**Votre travail consiste à comprendre pourquoi les citoyens ressentent un tel attachement. Pourquoi le rôle et la place des régions sont-ils si importants dans la vie des Français et des Européens ?**

**Votre démarche** doit mettre en œuvre un raisonnement géographique :

- L'étude doit être multiscalaire et confronte des situations géographiques.
  - = On part de l'étude de cas sur les Pays de la Loire : caractéristiques qui fondent son identité, organisation du territoire et grands aménagements, place en France et en Europe.
- Puis on étudie si la même situation se présente ailleurs à l'échelle de la France, puis en Europe (caractéristiques qui fondent l'identité, compétences des régions, rôle et poids en Europe).  
Vous travaillerez en groupes (composés par le professeur).

**Votre production** doit comprendre :

- Un croquis de l'organisation territoriale de la Région des Pays de la Loire. Vous pouvez éventuellement passer par l'étape de schémas élémentaires pour y parvenir.
- Une synthèse sous la forme de votre choix, reprenant les éléments de votre démarche géographique.
- Formuler une conclusion pour répondre à la problématique.

**Durée** 

**Compétences/Capacités :**

- Construire un raisonnement géographique.
- Réaliser des productions cartographiques : schémas simples, croquis avec légende organisée.
- Repérer, trier, classer, organiser des informations.
- Varier les traces écrites.

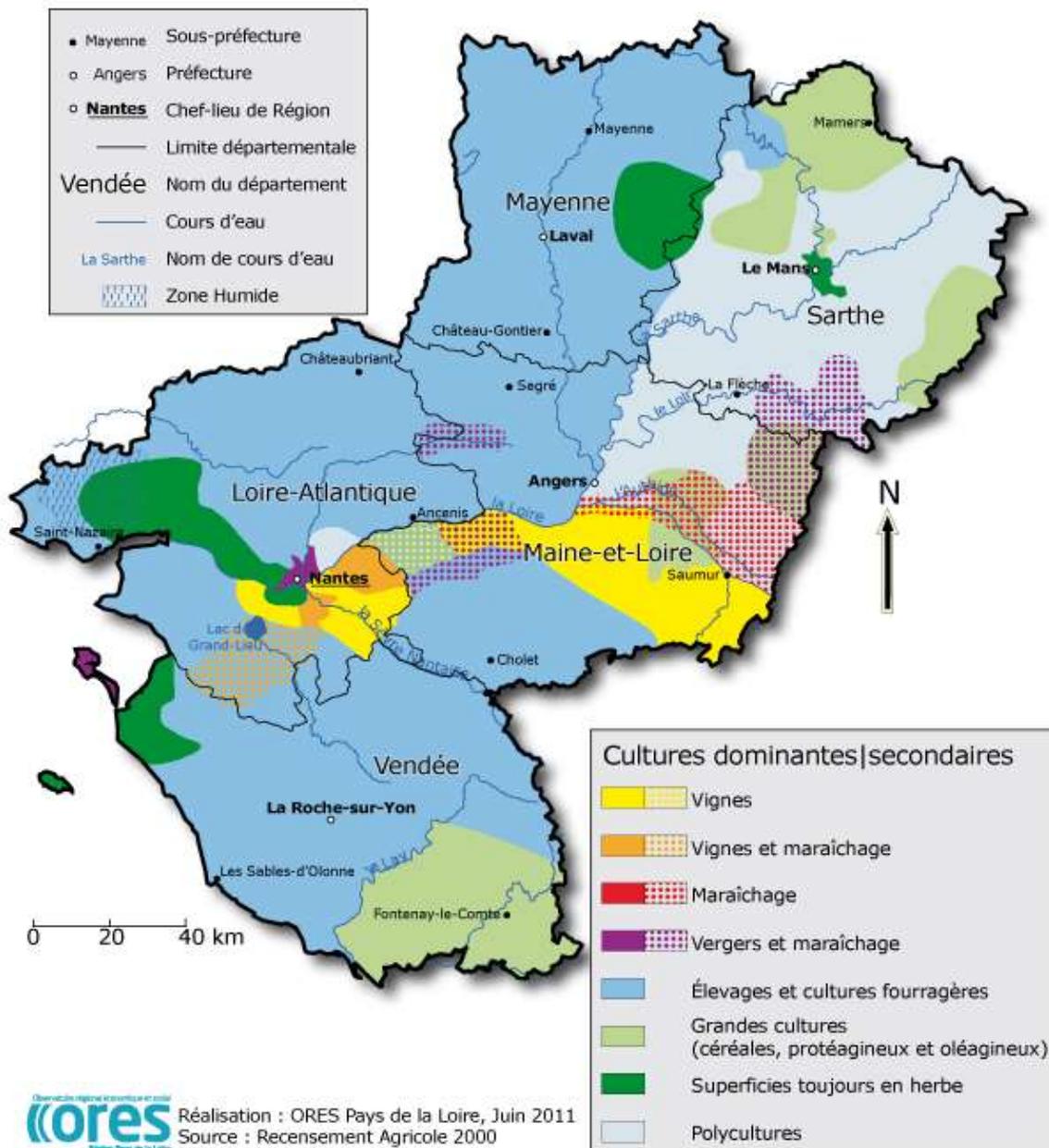


**Corpus documentaire .../...**



## Document 3 – L’agriculture en région PDL

### Les productions agricoles en Pays de la Loire



## Document 4 – Métropoles et transports

Les dynamiques y sont multiples. En dix ans, la région a gagné 320 000 habitants, soit 10 %. Les actifs s’installent à Nantes et à Angers, les retraités sur le littoral. Ce changement s’est opéré avec le renforcement de l’armature urbaine le long de l’axe Saint-Nazaire-Le Mans, devenu, avec la LGV (ligne à grande vitesse) et l’autoroute A11, la colonne vertébrale économique de la région en lieu et place de la Loire.

Nantes tend à devenir la capitale d’un Grand Ouest, à la fois bretonne et ligérienne, à la croisée des chemins par sa position géographique, seule apte à jouer, dans l’Ouest, dans la cour des grandes métropoles européennes. Les autres villes de la région bénéficient de cette dynamique démographique. À Angers et au Mans, l’aménagement des quartiers historiques est en cours, le tramway est de retour et la proximité de Paris par le TGV et l’autoroute booste l’économie locale.

Source : Jean Renard, *Géo*, juin 2010.



## UNE RÉGION *entreprenante*

- ▶ **5<sup>e</sup> rang national pour son produit intérieur brut (PIB)**
- ▶ **1 505 900 emplois** (2012)
- ▶ **164 800 entreprises** (démographie des entreprises, Insee 2013)
  - 13 870 dans l'industrie
  - 23 190 dans la construction
  - 54 730 entreprises artisanales
  - 22 165 créations d'établissements
- ▶ **Taux de chômage : 8,6 %** (moyenne nationale 9,7% (Insee 1<sup>er</sup> trim. 2014))
- ▶ **2<sup>e</sup> région agricole française** (chiffre d'affaires)
  - 34 300 exploitations agricoles, un CA de 5,8 milliards d'euros, 73 500 actifs** (2011)
  - 1<sup>re</sup> région pour les produits de qualité certifiés
  - 1<sup>re</sup> région française pour la production de viande bovine et de lapin, de mûche, radis, concombre, muguet et plantes médicinales
  - 1<sup>re</sup> région mondiale pour la culture du champignon de Paris
  - 1<sup>re</sup> région française pour l'horticulture (plantes en pots, plantes à massif, jeunes plants de pépinières)
- 2<sup>e</sup> région française pour l'agriculture biologique (en surface) et pour les industries agroalimentaires (nombre de salariés)
- 2<sup>e</sup> région française pour la pêche maritime (2013, en valeur commercialisée dans les criées)
- 2 grands vignobles : Anjou-Saumur et bassin nantais
- ▶ **3<sup>e</sup> région industrielle** (nombre de salariés des établissements industriels)
  - Leader pour le nautisme (18% du chiffre d'affaire français)
  - 1<sup>re</sup> région française pour la construction de navires, l'ameublement, le négoce de bois
  - 1<sup>er</sup> pôle européen de confection enfant, 2<sup>e</sup> rang français pour la plasturgie, 3<sup>e</sup> région métallurgique (nombre d'emplois), 4<sup>e</sup> rang pour les biotechnologies
  - 4<sup>e</sup> région française pour la filière électronique et électrique
  - 4<sup>e</sup> région de destination pour les voyages des Français en 2013
  - 18 millions de visiteurs accueillis chaque année en Pays de la Loire
  - 9<sup>e</sup> région française pour l'export en 2013 (environ 5 000 entreprises exportatrices)
- ▶ **151 500 salariés de l'économie sociale et solidaire**



## UN CADRE DE VIE *préservé*

### Un patrimoine naturel exceptionnel entre Loire et océan

- 450 km de littoral, 2 îles, 210 km de plages, 375 km de rivières navigables, 240 km de Loire dont 75 inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco
- 68 ports de plaisance, 6 centres de thalassothérapie, 32 golfs
- 3 Parcs naturels régionaux (Brière, Loire-Anjou-Touraine et Normandie Maine), 1 Parc interrégional (Marais Poitevin), 18 Réserves naturelles régionales labellisées
- 2 500 km d'itinéraires cyclables balisés et sécurisés (dont 255 km pour la Loire à vélo en Pays de la Loire), 23 000 km d'itinéraires de randonnées pédestres, 5 000 km d'itinéraires équestres

### Un patrimoine culturel très riche

- l'Abbaye de Fontevraud, plus vaste cité monastique d'Europe, fondée en 1101
- 125 châteaux et architectures civiles remarquables
- Plus de 2 000 édifices protégés au titre des Monuments historiques
- 189 musées, écomusées, centres d'interprétation et centres d'art contemporain
- 11 Villes et Pays d'Art et d'Histoire
- 40 Petites Cités de Caractère

- 735 lieux de visite (Les Machines de l'île, Le Puy du Fou, Terra Botanica, Zoo de La Flèche, Refuge de l'Arche...), 18 millions de visiteurs par an
- ▶ **1<sup>re</sup> région pour la qualité de vie** (source : Insee 2014)
- ▶ **Une offre culturelle variée et de grande qualité**
  - l'ONPL, premier orchestre régional de France avec plus de 9 000 abonnés, 165 000 spectateurs et 200 spectacles annuels
  - 65 ensembles artistiques (ensembles musicaux et compagnies)
  - 180 festivals soutenus par la Région
- ▶ **1<sup>re</sup> région sportive de France** (taux de licenciés par habitant. 2012)
  - 86 disciplines représentées
  - 1,027 million de licenciés, 10 000 clubs
  - Plus de 600 sportifs de haut niveau, 28 pôles sportifs de haut niveau, 9 centres de formation agréés de clubs de haut niveau
  - 23 000 équipements sportifs dont 1 500 équipements scolaires
  - 1<sup>re</sup> région française pour la course hippique (nombre d'hippodromes, nombre de courses), 2<sup>e</sup> région pour l'élevage équin
- ▶ **Des épreuves de renom**
  - Les 24 Heures du Mans
  - Le Vendée Globe
  - Le Mondial du Lion d'Angers
  - Le Jumping de La Baule

## Document 8 – La réforme territoriale en France, une nouvelle carte des régions françaises.

<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/regions-francaises>

Depuis 2013, une vaste réforme territoriale a été entreprise en France métropolitaine. Elle comprend trois volets : la loi MAPTAM, votée en 2013, qui prévoit la création de treize Métropoles ; la loi NOTRe qui vise à réorganiser les compétences des collectivités territoriales en 2015. (Comparez avec carte page 69)

### 1. De 22 à 13 régions françaises

#### 1.1. Des régions moins nombreuses

[...] Dans la réforme actuelle, sept régions résultent de la fusion de deux ou trois régions préexistantes alors que six régions restent identiques.

Le but affiché par cette refonte de la carte régionale est triple. Il s'agit d'avoir des régions plus grandes et plus peuplées afin qu'elles soient plus compétitives face aux autres régions européennes ; de réduire le nombre de collectivités afin de réaliser des économies d'échelle dans les services généraux ; de simplifier le « millefeuille » territorial et de clarifier le rôle des collectivités afin de les rendre plus lisibles et plus efficaces. Cette réforme s'inscrit donc dans la politique de réduction des dépenses publiques et de redressement de la compétitivité de la France.

#### 1.2. Des régions plus grandes

Les nouvelles régions françaises sont donc plus vastes : elles atteignent désormais 41 863 km<sup>2</sup> en moyenne - soit la taille des Pays-Bas - contre 24 737 km<sup>2</sup> dans le précédent découpage. [...] En termes de population, les nouvelles régions françaises comptent en moyenne 4,8 millions d'habitants contre 2,9 millions dans l'ancien découpage. [...] D'un point de vue démographique, les nouvelles régions françaises apparaissent souvent comme des « réservoirs » démographiques, avec une part plus importante de population jeune que leurs voisines (INSEE, 2015).

#### 1.3. Des régions moins inégales entre elles ?

Le regroupement des régions permettrait de réduire les inégalités territoriales entre les régions françaises. Mais l'Île-de-France, la Corse ainsi que les régions d'Outre-Mer qui ne sont pas modifiées par la réforme laissent subsister de grands écarts de richesse interrégionaux. En même temps, l'hétérogénéité interne des nouvelles grandes régions est accrue. [...].

### 2. Enjeux et débats autour de la réforme territoriale

Beaucoup de responsables et d'observateurs de la vie publique ont exprimé des doutes sur la capacité de la nouvelle carte à permettre aux nouvelles régions d'être plus compétitives et moins coûteuses. Selon eux, la faiblesse des régions françaises tiendrait moins à leur superficie ou à leur nombre d'habitants qu'à la médiocrité des moyens financiers et réglementaires dont elles disposent, notamment au regard d'autres collectivités équivalentes en Europe. Le budget moyen des Länder en Allemagne est ainsi huit fois supérieur au budget moyen des régions françaises.

#### 2.1. La question du découpage de la carte régionale

A l'examen, la carte dessinée par le gouvernement, a parfois été jugée artificielle, construite sans critère objectif, ni réflexion générale. Elle ne tient compte ni des sentiments d'appartenance, ni des systèmes de polarisation urbaine, ni des découpages préexistants (régions NUTS1 de l'Union européenne, circonscriptions européennes). L'indivision des anciennes régions et la contiguïté ont été les seules règles respectées.

Cette carte a donc suscité des réactions locales plus ou moins fortes. Les principales oppositions ont été exprimées à propos du regroupement de l'Alsace avec la Lorraine et Champagne-Ardenne et dans une moindre mesure, les fusions du Languedoc-Roussillon avec Midi-Pyrénées ou de la Picardie avec le Nord-Pas-de-Calais.

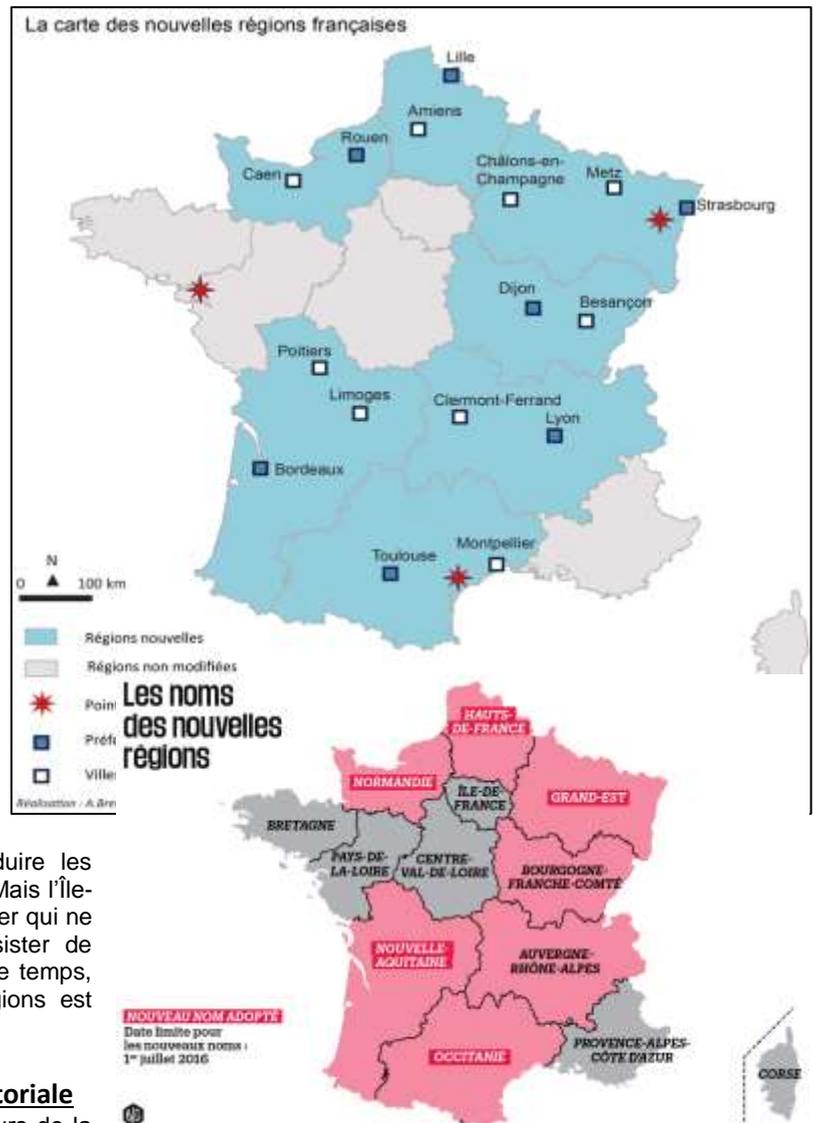
Le maintien de la séparation entre la Bretagne et le département de la Loire-Atlantique a également été contesté par certains élus locaux. En l'état actuel, le droit d'option pour un département qui veut changer de région n'a jamais été utilisé. [...]

Ailleurs, les modifications effectuées n'ont pas suscité d'opposition notoire. En Normandie, certains élus hauts-normands, longtemps hostiles à toute « réunification » avec la Basse-Normandie, ont même fini par se réjouir de la fusion normande.

#### 2.3. Un rôle et des moyens incertains

[...] Les Régions sont chargées :

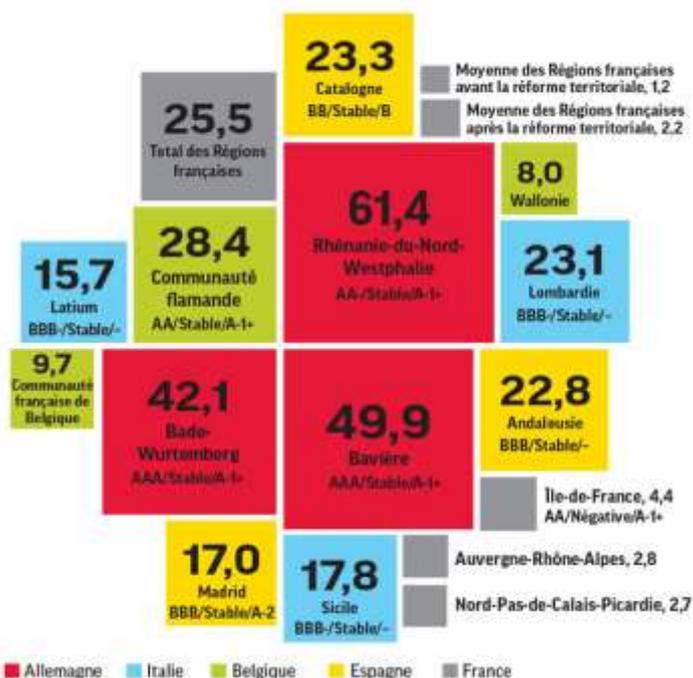
- de réaliser un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation contenant les orientations en matière d'aide aux entreprises et de soutien aux pôles de compétitivité ;



- du rôle de chef de file en matière de soutien au tourisme, assorti de la charge de réaliser un schéma régional de développement touristique ;
- de réaliser un schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire fixant les orientations régionales dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la mobilité, des déchets et de la lutte contre le réchauffement climatique ;
- d'un rôle accru en matière de transports non urbains puisque les compétences des départements en ce domaine seront transférées à la Région, dix-huit mois après la promulgation de la loi. Il sera néanmoins possible aux Régions de déléguer leur compétence en matière de transport scolaire aux départements.

Une autre inconnue concerne les moyens financiers dont les Conseils régionaux disposeront demain pour faire face à leurs nouvelles obligations. Jusqu'à maintenant, les régions disposaient de moyens modestes par rapport aux autres collectivités territoriales : avec 28 milliards d'euros cumulés en 2013, elles ne représentent que 12,3 % du budget total des collectivités locales, contre 31 % pour les départements et 56,7 % pour les communes et les intercommunalités. [...]

La comparaison avec les poids lourds européens réalisé par l'agence de notation Standard & Poors en septembre 2015 montre que malgré le quasi-doublement du budget moyen des nouvelles régions françaises, passant de 1,2 milliard à 2,2 milliards d'euros, celui-ci reste encore bien loin des volumes des régions voisines.



## Document 10 – La Catalogne, le triangle catalan, par Jean-Louis Tissier, Géographe, Libération — 2 octobre 2014

« La Catalogne a une géométrie territoriale simple : un triangle de 31 950 km<sup>2</sup>. [...] La Catalogne profite par les temps qui courent d'une précieuse dot pyrénéenne : ce sont les torrents et fleuves qui, depuis la montagne, descendent vers la Méditerranée. Ce capital liquide alimente des barrages, des champs et des usines et Barcelone l'expose dans ses fontaines publiques. Il assure la ration vitale des 7, 9 millions d'habitants de la Generalitat. La façade littorale, que Christophe Colomb patronne au bas des ramblas de Barcelone, offre les opportunités maritimes, les échanges et le balnéaire.

De la montagne à la mer, la culture catalane a décliné... Non ! Elle a développé à tous les étages des savoir-vivre de pasteurs, de paysans et de marins comme l'attestent les estives, les terrasses irriguées, les ports actifs. Des images mais surtout un langage, cette langue qui s'envole de ses deux «ll» consonnes palatales initiales. Sa diversité reconnue par les linguistes fait place à un catalan standard, modernisé et normalisé, soutenu par la loi. Son vocabulaire est vite reconnu par un Français, ce cousin latin, qui se rappelle qu'un Catalan du nord a reconnu que le soleil a rendez-vous avec la luna.

Mais le Grand Barcelone (5,6 millions d'habitants) s'impatiente. Il regroupe sur un 10e de la superficie, les 2/3 de la population et près de 80% du PIB. Barcelone depuis un siècle et demi a concentré la richesse et l'innovation de la Catalogne. Monopole ? Le catalaniste Pierre Vilar (1906-2003) analysait dès 1929, avant la crise politique et sociale de l'Espagne, le rôle décisif de Barcelone dans le système industriel et économique espagnol, et le précoce historien estimait qu'«entre Barcelone, puissance économique, et Madrid puissance politique existe "le pacte tacite ». Et cinquante ans plus tard, le «problème catalan», sortant du tacite ancien et du répressif franquiste, retrouvait un cadre de discussion démocratique. Le débat s'établit entre l'Etat espagnol, une classe politique catalane retrouvée dans toute sa diversité et au cœur d'une Catalogne urbanisée où la métropole Barcelone a pris un poids capital faisant pièce à celui de Madrid. [...]

Depuis l'approfondissement de l'autonomie (juillet 2006), le débat entre Barcelone et Madrid s'est crispé. La crise économique et financière a frappé toute l'Espagne et touché sans l'épargner le champion catalan. Des questions de gros euros sont venues se greffer sur les principes politiques et les fiertés culturelles.

Autonomie élargie, ou indépendance assumée ? Ce dernier 11 septembre, la Diada\* barcelonaise a montré l'ampleur de la mobilisation et, dans celle-ci le poids de la thèse indépendantiste (drapeau à bandes or et jaune, avec un triangle bleu étoilé, l'estalada blava).

*\*Diada = fête nationale catalane du 11 septembre.*

## Document 11 - Pourquoi l'indépendance de la Catalogne fait trembler l'Espagne ? l'Express, 27 septembre 2015.

Les élections régionales qui se déroulent ce dimanche en Catalogne pourraient être synonymes de l'indépendance. Un scénario catastrophe pour l'Espagne... Qui pourrait aussi avoir des conséquences sur la région, si celle-ci ne pouvait pas adhérer à l'Union européenne. [...] En cas de majorité absolue au parlement régional -68 sièges sur 135- le président sortant Artur Mas promet de mener l'indépendance de la Catalogne en moins de deux ans. Face à la possible émergence d'un nouvel Etat européen, les spécialistes s'opposent. Passage en revue des conséquences, probables, de d'une improbable scission catalane.

### **L'Espagne reléguée au 14ème rang européen?**

La Catalogne "n'est pas l'Ecosse", rappelle l'historien Carlos Andres Gil. "On ne parle pas d'un territoire secondaire pour le pays, mais de la région la plus industrialisée. Et Barcelone a toujours été une capitale bien plus cosmopolite que Madrid". A elle seule, la région catalane produit près de 20% de la richesse de l'Espagne. Comme le rappelle *L'Obs*, elle repose sur une économie diversifiée, avec des industries automobiles ou pharmaceutiques fortes, des banques puissantes et un secteur du tourisme particulièrement dynamique. Près d'un touriste sur quatre de passage en Espagne se rend ainsi en Catalogne, rappelle France 2. En cas de scission, le reste de l'Espagne serait relégué du 5ème rang européen, au 14ème, d'après les chiffres données au journal télévisé de France 2. Sans compter que le pays aurait probablement à rembourser l'intégralité de la dette espagnole, qui s'élève, au deuxième trimestre 2015, à près de 97,7% du PIB, comme l'indique Euronews. Il y a fort à parier en effet que la Catalogne refuse de prendre en charge la partie de la dette qui lui incombe en cas de séparation. Un scénario catastrophique pour l'Espagne.

### **Fuite des banques, avenir des retraites incertain**

Si cette éventuelle indépendance fait faire des cauchemars au reste de l'Espagne, il n'est pas sûr qu'elle soit indolore pour la région catalane elle-même. Les banques ont d'ores et déjà annoncé qu'en cas de séparation, elles pourraient "revoir leur stratégie d'implantation" en Catalogne, rappelle Euronews. Conséquences: un accès limité au crédit pour les entreprises comme pour les particuliers qui pourrait pénaliser l'économie du tout jeune Etat. Le site d'information s'interroge également sur l'avenir des retraites dans le nouveau pays catalan. Euronews rapporte ainsi les propos de l'association Societat Civil Catalana, opposée à l'indépendance de la région, selon laquelle une sortie de l'Espagne conduirait à une baisse des retraites de 6,7% à 16,9%, du fait que la disparition des prestations de la Sécurité sociale espagnole.

### **Adhésion impossible à l'Union européenne?**

Pour la Catalogne, une grande inconnue demeure toutefois: son maintien dans l'Union européenne. Si les partisans de l'indépendance considèrent le maintien de la région dans l'UE comme acquis, beaucoup de spécialistes se montrent plus dubitatifs. "Les leaders des partis indépendantistes européens estiment que si la procédure de sécession respecte le traité de Maastricht, le nouvel Etat intégrera l'Union le jour de son indépendance. Mais il est plus probable que le pays ait à renégocier son entrée dans l'UE", prévenait déjà en 2014 Guillaume Van der Loo, chercheur à l'Institut européen de l'université de Gand.